

Luttes de la jeunesse scolarisée : Il y a 10 ans, le retrait du Contrat première embauche (CPE)

samedi 12 mars 2016, par [GREGGAN Raphaël](#), [LARRACHE Antoine](#) (Date de rédaction antérieure : 11 février 2016).

Sommaire

- [Une accumulation d'expériences](#)
- [Un cas d'école](#)
- [Une jeunesse très hétérogène](#)
- [Drôle de victoire](#)
- [Chronologie](#)

Le mouvement contre le Contrat première embauche a marqué les esprits et une génération de militantEs, il mérite donc qu'on l'observe en détails. Il est avant tout une combinaison d'éléments, la convergence de trajectoires multiples et éventuellement contradictoires vers une explosion sociale victorieuse. C'est l'aboutissement de plusieurs années de luttes ayant connu des destins divers, comme les luttes altermondialistes, la mobilisation contre le FN en 2002, contre le LMD et la réforme des retraites en 2003, contre la guerre en Irak, contre la loi Fillon dans les lycées, contre le Traité constitutionnel européen, et dans les quartiers populaires en 2005. Ces mouvements, soit « idéologiques », soit défaits, ont tous apporté des éléments à la grève.

La lutte contre le le CPE a constitué une crise politique majeure dans le pays parce qu'elle s'est révélée être la conclusion d'une maturation de plusieurs années.

Dossier réalisé par Antoine Larrache et Raphaël Greggan

Une accumulation d'expériences préalables

La « génération CPE » s'est forgée dans une accumulation de mobilisations contre les « gouvernements CRS » (Chirac, Raffarin, Sarkozy) à partir de 2002.

Elle a commencé à se construire avec la mobilisation contre Le Pen en avril et mai 2002. Les manifestations se sont alors imposées comme le meilleur moyen d'exprimer un « plus jamais ça »...

Des mobilisations « idéologiques »

L'escalade guerrière autour de 2003, en Irak, en Afghanistan, en Palestine et en Afrique, a conduit à des mobilisations importantes. On y a appris à organiser des cortèges imposants, dynamiques, et en

coordination – et parfois confrontation – avec les organisations réformistes (MJS, JCR). Dans la même période se sont développés les forums sociaux et les mobilisations contre les sommets du G8, de l'OTAN, de l'OMC, qui ont apporté aux formes habituelles de lutte (manifestations, grèves...), des débats, des animations culturelles et festives. Cette dimension, que l'on a retrouvé lors des blocages et occupations d'universités, a permis de tenir une mobilisation durable et ancrée, avec une dimension de contre-culture et de contestation de l'ordre existant.

La « guerre scolaire »

2003 a été marquée par la mobilisation contre la réforme LMD sur les universités. Même si l'Unef a tenté de construire un mouvement national, les départs en grève ont eu lieu en ordre dispersé et le mouvement n'a pas été assez fort pour empêcher la réforme. Mais cela a remis au goût du jour la construction de coordinations étudiantes, de grèves durables sur les universités. De plus, il a fallu réapprendre à combiner la construction unitaire d'une mobilisation et les batailles d'orientation sur les revendications et les rythmes de construction. La direction de l'Unef a également compris que, si elle voulait construire des mouvements massifs, elle devait nécessairement élargir sa surface en passant par l'auto-organisation. Les révolutionnaires, notamment à l'époque aux JCR, l'organisation de jeunesse de la LCR, ont appris qu'il ne faut pas trop attendre pour voter de bloquer les universités, construire une coordination nationale, et une direction au mouvement.

De même, lors du mouvement lycéen de 2005, préparé de septembre 2004 à février 2005, les organisations de lycéens dirigées par des courants du PS (FIDL, UNL) se sont coordonnées avec les JCR pour construire et structurer le mouvement, y compris avec la construction d'une coordination nationale. Malgré ses limites, elle a synchronisé la mobilisation et fait partager l'apport principal de cette mobilisation, la tactique du blocage des lycées : les lycéens manifestants étant notés comme absents et signalés à leurs familles, des centaines de lycées avaient donc décidé de bloquer l'accès aux établissements !

Les quartiers populaires comme déclencheur

Enfin, avec la mort de Zyed Benna et Bouna Traoré fin 2005, les banlieues se sont embrasées. La LCR et les JCR ont analysé cela comme une mobilisation sociale, malgré la faiblesse des revendications et l'absence de structuration. Une réunion unitaire a rassemblé une trentaine d'organisations de jeunesse – politiques, syndicales, associatives – pour apporter son soutien à cette révolte, même si cela n'a pas abouti à des manifestations massives. Beaucoup ont alors pris conscience du décalage entre les organisations de jeunesse et les banlieues, de la difficulté à le combler.

Et fin 2005, tout est en place : il est clair que la jeunesse n'a pas été démoralisée par les mobilisations des années précédentes, mais qu'au contraire elle a été à la recherche d'une voie dans l'affrontement avec le pouvoir. Avec une préoccupation : chercher un événement déclencheur, car il suffisait d'une étincelle pour embraser la jeunesse. Le Premier ministre Villepin, pour prouver qu'il pouvait être aussi radical que Sarkozy, va fournir lui-même l'allumette...

Un cas d'école...

Dans une formation un peu schématique, une mobilisation comprend des étapes simples : un accord unitaire avec les réformistes pour déclencher la lutte, la construction de la mobilisation, le débordement des directions réformistes par l'auto-organisation et la grève de masse, la remise en cause du pouvoir politique. La lutte contre le CPE est un exemple typique de ce schéma irréaliste...

Chauffées à blanc par les mobilisations contre la réforme des lycées et par la mobilisation des quartiers populaires, l'Unef, la CGT jeunes, le MJS, se sont engagées contre le CPE. Une campagne a été mise en place de façon unitaire dès le 17 janvier 2006. Celle-ci a été longue et difficile, et a duré plusieurs semaines. Le 7 février, la première manifestation nationale a rassemblé 400 000 personnes et a été le déclencheur d'une mobilisation massive dans quelques universités, avec par exemple 2500 étudiantEs en AG à Rennes.

La bataille pour l'unité et l'orientation

La direction de l'Unef a été contrainte d'appeler à une coordination nationale étudiante à Rennes dès le 18 février. Dès lors, chaque week-end a été marqué par une coordination nationale regroupant plus de 400 délégués élus et contrôlés représentant jusqu'à 150 sites mobilisés. Le premier couac a été la sortie de la direction de l'Unef dès la deuxième coordination à Toulouse. Il a alors fallu exercer une double pression pour contraindre les courants « gauchistes » et la direction de l'Unef, à une coordination commune à Jussieu pour retrouver l'unité du mouvement. Dès ce moment, les JCR (et la fraction de LO, ces deux structures menant de bout en bout le mouvement ensemble) ont effectué en permanence cette bascule entre les ailes droitières et gauchistes du mouvement.

Dans les coordinations, des batailles importantes se sont jouées. Concernant les revendications, l'aile droite voulait centrer le mouvement sur le CPE, les éléments gauchistes sur toutes sortes de revendications, parfois totalement absurdes (« la taxation des ventes d'armes à 100 % »...). Nous avons proposé le retrait du CPE, du CNE, de la loi sur l'égalité des chances... et, par erreur, du LMD, pour construire un mouvement qui aille au-delà d'un objectif minimum... Nous avons également avancé la démission du gouvernement, lorsque l'expérience de la répression et de l'absence de possibilité de convaincre celui-ci avait été réalisée à une large échelle.

La seconde bataille tournait autour de la construction d'une direction au mouvement. Celui-ci était dirigé, de fait, par l'intersyndicale CGT, FO, CFDT, FSU, Solidaires et Unef. Nous avons réussi à faire élire des porte-parole du mouvement après plus d'un mois de mouvement, un retard dû à l'opposition des « gauchistes » qui y voyaient là une bureaucratisation du mouvement, et de la direction de l'Unef qui y voyait une contestation de sa domination médiatique et de ses liens privilégiés avec l'intersyndicale.

La coordination nationale a également proposé des dates d'actions : manifestations nationales, journées de débats, de blocages des gares, diffusions en direction des salariéEs, etc. Elle a enfin rédigé des appels que les syndicalistes salariés pouvaient afficher sur leurs lieux de travail. Il s'agissait d'étendre la mobilisation aux salariéEs et de tenter de maîtriser les rythmes du mouvement.

Un mouvement à vocation de masse

Le mouvement n'a jamais été majoritaire. Mais il a tenté de l'être et en a tiré un caractère relativement massif, malgré la passivité de la majorité des jeunes. Il a repris de l'expérience de la mobilisation lycéenne la nécessité de bloquer les universités (depuis le LMD, les étudiants notés absents à trois cours ne peuvent pas passer leur examen final...). Des assemblées générales de quelques centaines de personnes ont donc voté le blocage ou le « barrage filtrant », qui ont permis des assemblées générales de centaines, voire de milliers de participantEs, selon les universités. à Rennes, elles ont rassemblé jusqu'à 5000 étudiantEs, et dans la plupart des gros sites, environ un millier. C'est donc un soutien passif et massif à la minorité agissante qui a permis la victoire...

Ces blocages ont provoqué de nombreux débats. D'un côté avec les éléments bien entendu opposés

au mouvement. De l'autre, avec des courants comme Lutte ouvrière qui y voyaient un supplétif au caractère minoritaire du mouvement. Ce danger de se couper de la majorité a effectivement existé, comme l'ont montré les mouvements contre la LRU les années suivantes.

Avec les blocages, l'espace et le temps libérés ont été mis à profit pour, en plus des assemblées générales et des manifestations, organiser des débats, des commissions culturelles, des actions de visibilité du mouvement ou en direction des salariéEs.

Feu sur le quartier général !

La mobilisation s'est développée et s'est étendue aux lycées. Les grandes manifestations ont été appelées par les organisations syndicales et sont devenues de plus en plus massives. Puis les rythmes de manifestations se sont accélérés et ont ouvert la possibilité de l'extension de la grève aux salariéEs, de l'enseignement supérieur et du secondaire d'abord, et au-delà ensuite. C'est à ce moment-là que le gouvernement a pris peur et a choisi de retirer le CPE. La direction de l'Unef et l'intersyndicale ont alors arrêté la mobilisation, et appelé au déblocage des universités. La coordination nationale, usée par les batailles internes entre gauchistes et réformistes, n'a pas réussi à tenir pour des revendications plus larges.

La grande majorité des étudiantEs, n'ayant compris la mobilisation que comme une lutte contre le CPE, souhaitait retourner en cours, et la mobilisation s'est ainsi terminée.

Une jeunesse très hétérogène

Villepin a réussi le tour de force d'unifier une jeunesse très hétérogène. Ses seuls éléments communs étaient le ras-le-bol face à l'ampleur des attaques du gouvernement et l'absence d'avenir. Mais, au-delà, la dispersion était complète. La situation a, hélas, encore empiré, et dans les années 2000 se sont développées dans les universités les corporations et les associations de filières. L'activité syndicale a décliné petit à petit : un étudiant sur mille est syndiqué, et la participation aux élections universitaires est inférieure à 10 %. C'est de cette absence de traditions et du développement des associations corporatistes que sont nées les oppositions aux blocages et à la grève. Heureusement, même si des courants d'extrême droite ont tenté d'organiser ce rejet, il resté très faible. Il a suffi de tactiques assez simples, comme le fait de permettre aux filières « les plus à droite » d'aller en cours, pour désamorcer ces résistances... Le cœur de la difficulté s'est trouvé dans le lien entre étudiants et classes populaires. Souvent, ce lien se réalise par la mobilisation des lycées de banlieue. Mais, cette fois, il a été difficile à construire.

On a donc assisté, comme pendant le mouvement lycéen de 2005 et avec un rôle accru de la police pour exacerber voire créer des tensions, à des affrontements au sein de la jeunesse. Certains courants ont considéré que les jeunes non organisés, qui participaient aux manifestations sans cortège mais avec des vols et des violences, étaient des ennemis du mouvement. Heureusement, malgré quelques épisodes difficiles, il a été possible, en construisant des cortèges auto-organisés, avec service d'ordre, directions de cortèges, sono, etc., de maintenir un cap qui indiquait à ces jeunes qu'ils avaient toute leur place dans le mouvement, mais que cela ne pouvait se faire qu'en construisant un cadre organisé et inclusif.

Les étudiants mobilisés sur la question du travail : une anomalie ?

Il est significatif que ce grand mouvement de la jeunesse se soit construit sur une question en rapport au travail...

Jusqu'ici, de nombreuses mobilisations de la jeunesse ont eu pour objet les conditions et l'accès aux études, en particulier en 1986 et en 1995. Mais le CIP (Contrat d'insertion professionnelle), en 1993, avait déjà amorcé un tournant.

Dans la revue de la LCR Critique communiste, Isaac Joshua a écrit : « Le rapport du mouvement de la jeunesse à celui des salariés s'éloigne du terrain de l'alliance, se rapproche de celui du front de classe : une part grandissante des salariés a entamé des études universitaires et l'immense majorité des étudiants se destinent au salariat. Dès lors, du lycéen ou de l'étudiant au salarié, la césure persiste mais laisse de plus en plus apparaître de simples points de suspension. »

De plus, un étudiant sur deux travaillait pour payer ses études, tandis que la situation de précarité des doctorants, post-docs, et des stagiaires de divers types, ont éclaté au grand jour les années précédentes avec des mouvements du type Génération Précaire par exemple.

Jeunesse et classe ouvrière

Par ailleurs, les liens ont été immédiats dans les universités, notamment sur la connexion entre CPE et CNE, du fait de l'explosion de la précarité dans les universités, avec souvent 30 % à 50 % de postes précaires (contractuels, CDD de 3 ou 10 mois...), l'externalisation de nombreux services (ménage, informatique...).

Enfin, on a coutume de rappeler le rôle de la jeunesse comme déclencheur de mobilisations de la classe ouvrière et, effectivement, la mobilisation dans la jeunesse a joué un rôle d'entraînement, donnant de l'énergie aux manifestations, par des diffusions et rencontres sur les lieux de travail, par les discussions dans les familles... Les jeunes en mouvement se sont d'ailleurs rendu compte que les journées d'action où les salariéEs se mobilisaient massivement pesaient plus fortement dans le rapport de forces que plusieurs jours de grève et de blocage des universités...

Drôle de victoire

On n'a retenu de cette mobilisation que le Contrat première embauche, un nouveau type de contrat pour les jeunes de moins de 25 ans permettant une période d'essai de deux ans. C'est contre cette attaque fondamentale contre le code du travail que la plupart des jeunes et des salariéEs se sont mobilisés...

Mais une bonne partie des militantEs du mouvement possédaient cependant une vision plus large. Le CPE était en effet en totale cohérence avec le CNE (Contrat nouvelles embauches, la même mesure mais pour les entreprises de moins de 20 salariéEs), et de nombreux salariéEs se sont mobilisés contre le CPE en espérant arrêter l'extension de ces mesures, leur transformation en un Contrat de travail unique remettant en cause le CDI.

Au départ, un amendement...

Le CPE constituait un amendement de dernière minute du Premier ministre Dominique de Villepin à la loi sur l'égalité des chances, loi qui autorisait également l'apprentissage à 14 ans, le travail de nuit dès 15 ans, la suppression des allocations familiales et des stages dans la police et l'armée pour les jeunes repérés comme de « futurs délinquants ». Elle avait été préparée après la révolte des quartiers populaires de fin 2005 contre la mort de Zyed et Bouna, et visait à stigmatiser les jeunes de ces quartiers, les contraindre à un « travail et tais-toi ».

Pour bien des militantEs, l'enjeu de la mobilisation était de faire retirer cette loi dans son intégralité.

Pour d'autres, c'était de mettre un coup d'arrêt à développement de la légalisation de la précarité. C'est bien entendu sur cet aspect que le mouvement a obtenu une victoire : le CNE lui-même a été jugé contraire au droit international par l'Organisation internationale du travail, et tous les CNE ont donc été requalifiés en CDI...

Au contraire, la loi sur l'égalité des chances a été votée et mise en place. Si, largement, la mobilisation a été vue comme une victoire, de nombreux militantEs ont considéré la fin du mouvement comme une victoire partielle.

Pourquoi le gouvernement a-t-il retiré le CPE ?

Villepin était le favori de Chirac pour contrer Sarkozy au sein de l'UMP. Mais, afin d'obtenir des gages de la part de la classe dominante et de l'appareil de l'UMP, il a dû montrer qu'il était aussi radical que Sarkozy, aussi capable que lui de faire passer des réformes d'un haut niveau d'agressivité. Il a donc pris le risque d'affronter la jeunesse, mais il a surestimé ses forces. En effet, petit à petit, Villepin a été lâché par Sarkozy et la majorité des députés UMP. De plus, sa popularité et son habileté n'ont pas suffi à relancer un pouvoir à bout de souffle après l'AVC de Chirac, ce qui a donné l'impression d'une vacance du pouvoir pendant plusieurs mois : mobilisations dans les universités, contre la réforme des retraites, contre la guerre, contre la réforme des lycées, et surtout victoire du Non au référendum sur la Constitution européenne.

L'obstination du gouvernement, cela malgré les millions de personnes dans la rue, malgré le blocage de la majorité des universités, malgré le soutien de l'opinion à la mobilisation, a transformé le mouvement en crise politique : pour beaucoup, il devenait inacceptable et totalement antidémocratique qu'un président comme Chirac, élu avec les voix d'une grande partie de la gauche en 2002 lors du second tour contre Le Pen, se permette de maintenir son projet. à un an de la présidentielle et des législatives, Sarkozy et les députés UMP ne voulait pas prendre le risque de devenir plus impopulaires. Chirac et Villepin ont donc été totalement isolés par un mouvement qui devenait de plus en plus difficile à contrôler.

Ainsi, dans les universités, le sentiment était d'être en grève depuis tellement longtemps qu'il était clair que cela ne pourrait s'arrêter qu'avec une victoire. De plus, chaque journée de grève et de manifestation rendait plus massif le mouvement chez les salariéEs. Le mouvement étudiant menaçait donc de se transformer en mobilisation massive du monde du travail réclamant le départ de Villepin. Prendre ce risque était impossible pour le duo Chirac-Villepin.

Chronologie

16 janvier : Villepin annonce la création du CPE.

17 janvier : Réunion unitaire des organisations de jeunesse qui déclenche la mobilisation.

31 janvier et 2 février : Manifestations de la CGT, puis de l'éducation, utilisées par les militantEs pour construire le mouvement, organiser des assemblées générales...

7 février : 400 000 personnes en manifestation, dont 20 000 à Rennes et Toulouse, 6000 au Mans. Rennes 2 entre en grève, avec une AG à 2500. à Toulouse et Nantes, les AG dépassent rapidement 1000 personnes.

9 février : Villepin utilise l'article 49-3 de la Constitution pour faire adopter la loi sur l'égalité des chances en procédure d'urgence.

18 février : Première coordination nationale étudiante, à Rennes. Elle rassemble une centaine de délégués de 33 universités. La direction de l'Unef tente de contrôler la coordination, mais elle lui échappe en cour de route.

25 février : Deuxième coordination étudiante, à Toulouse (boycottée par la direction de l'Unef). Elle appelle à étendre la grève et les blocages, et à réunir une coordination à Jussieu la semaine suivante pour rattraper la direction de l'Unef.

7 mars : Un million de personnes manifestent (400 000 selon la police).

9 mars : La loi est adoptée au Parlement.

10 mars : 45 universités sont en grève. Les coordinations nationales regroupent 400 délégués représentant 150 sites universitaires. Une coordination lycéenne regroupe 40 villes. Plus de 1000 lycées sont bloqués lors des journées d'action.

16 mars : 500 000 personnes manifestent. 64 universités sur 84 sont mobilisées.

18 mars : 1,5 million de manifestantEs.

20 mars : 73 % de la population est favorable à la modification ou à l'abandon du CPE.

21 mars : 69 universités sur 84 en grève.

28 mars : 2,7 millions de manifestantEs.

30 mars : Le Conseil constitutionnel valide le CPE.

31 mars : Chirac promulgue la loi.

4 avril : 3 millions de manifestantEs.

10 avril : Le gouvernement retire le CPE. Plusieurs universités votent la poursuite du mouvement pour obtenir le retrait de toute la loi, mais la grande majorité des étudiantEs considère avoir gagné et négocie la reprise des cours et des examens.

P.-S.

* « Il y a 10 ans, le retrait du CPE ». Paru dans l'Hebdo L'Anticapitaliste - 323 (11/02/2016) : <https://npa2009.org/arguments/il-y-10-ans-le-retrait-du-cpe>